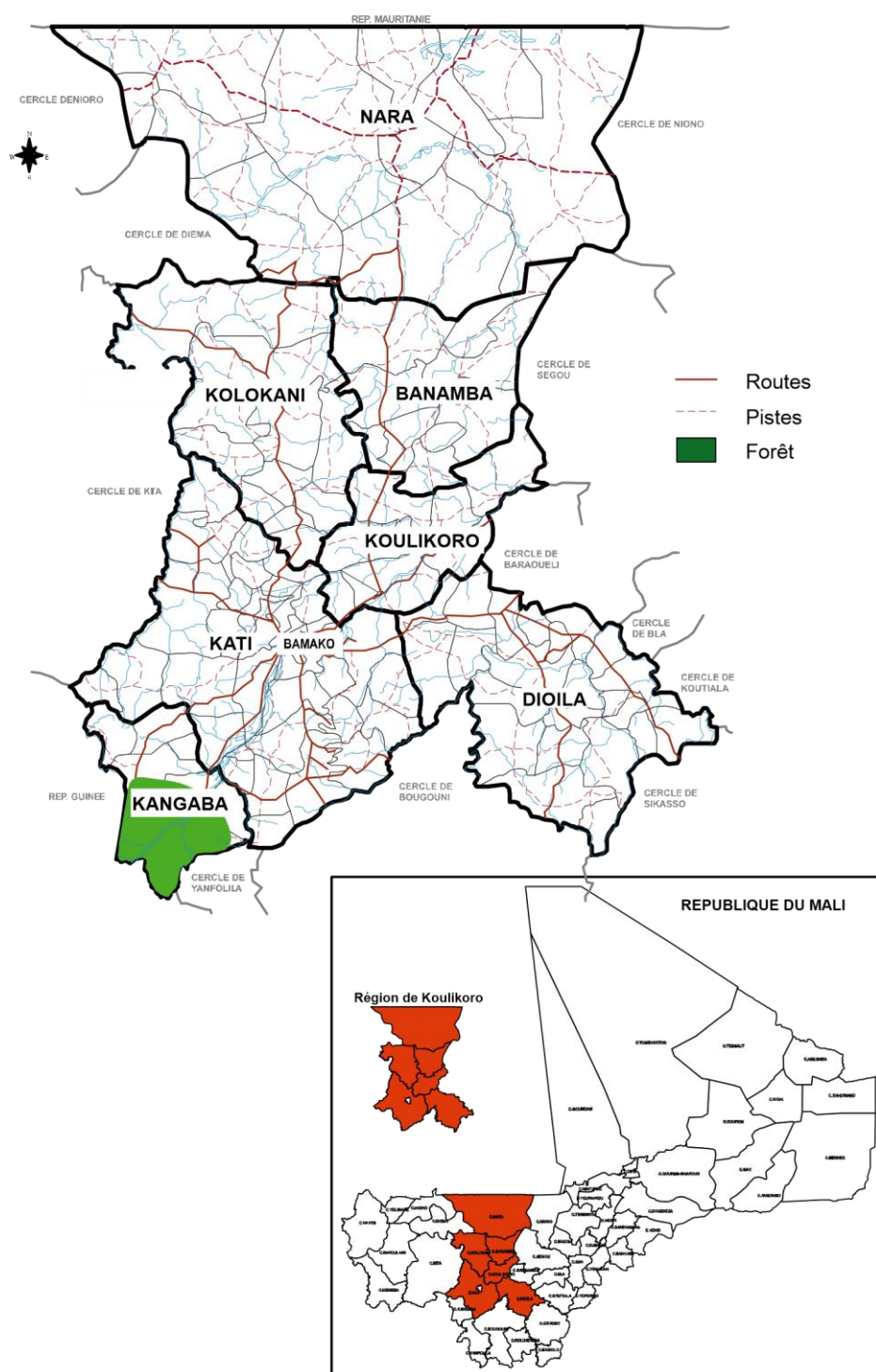


REGION DE KOULIKORO

Plan Regional de Population

Carte 1: Localisation de la région de Koulikoro



INTRODUCTION GENERALE

Le Mali connaît une croissance démographique rapide : de 6,4 millions d'habitants en 1976 et 7,6 millions en 1987, la population a cru rapidement pour atteindre 9,8 millions d'habitants en 1998 et s'établir à 14,5 millions d'habitants en 2009. Le taux d'accroissement intercensitaire est de l'ordre de 3,6% sur la période 1998 – 2009. En 2017, la population malienne est estimée à 18,9 millions d'habitants et pourrait doubler d'ici 2035 (pour atteindre 30,3 millions)¹.

Cette population est fortement rurale (77,5% de la population totale) est composée en majorité de femmes (50,4% de la population totale). Elle est inégalement répartie sur le territoire national : la densité moyenne nationale est d'environ 12 habitants au km² contre moins d'un habitant au km² pour la région de Kidal, 26 pour la région de Mopti ou même 6 780 pour le district de Bamako. Les régions de Gao, Tombouctou, Kidal, Ménaka et Taoudéni qui occupent plus de deux-tiers de la superficie totale du pays ne concentrent que moins de 10% de la population totale. Selon les données du RGPH 2009, plus d'un malien sur 2 (53%) ont moins de 18 ans et près du tiers de la population a un âge compris entre 10 et 24 ans. Cette forte proportion d'enfants et de jeunes entraine une progression très rapide du volume des investissements nécessaires dans la fourniture des services : d'éducation, de formation ,de santé de qualité pour tous et d'emploi décent pour la population.

Au Mali, la répartition spatiale équilibrée de la population, la nécessité d'en maîtriser le rythme de croissance et les effets de cette croissance sur les performances économiques restent des enjeux de taille dans le processus de développement. Pour faire de la population, un atout pour le développement du pays, le Mali dispose depuis 1991, d'une Politique Nationale de Population et d'une Politique Nationale d'Aménagement du Territoire (2006) entre autres politiques et stratégies de gestion de la population.

Dans le cadre de mise en œuvre de la politique nationale de décentralisation et de la libre administration des collectivités territoriales, des instruments de planification sont formulés, mis en œuvre et évalués au niveau des collectivités : plan stratégique de développement, schéma d'aménagement du territoire et autres cadres de gestion du développement au niveau régional et local. Il importe que ces différents cadres soient en lien avec les instruments nationaux (CREDD et politiques sectorielles) et avec la vision nationale de développement.

C'est dans l'objectif d'opérationnaliser la politique nationale de population et de faciliter la prise en compte des questions de population au niveau régional que le présent cadre est proposé. Il s'appuie donc sur la politique de population mais tente de prendre en compte et de corriger les insuffisances identifiées dans la mise en œuvre des précédents programmes régionaux d'actions et d'investissements

¹ Direction Nationale de la Population, Projections démographiques 2010 – 2035

prioritaires en matière de population. La Politique nationale de Population révisée (adoptée en décembre 2017) exprime clairement la vision nationale de faire de la population malienne, un véritable atout pour son développement. Elle ambitionne de contribuer au renforcement de l'autonomisation des jeunes et des femmes et à l'accélération de la transition démographique à travers le changement social et de comportement, l'accès et l'utilisation des services de santé (en particulier de la reproduction, maternelle et infantile) et de la scolarisation et du maintien des filles à l'école.

La Politique de Population tente également d'apporter une réponse aux constats issus de l'évaluation des différents CSCR et du CREDD, faisant de la croissance démographique rapide et de la structure de la population, un des facteurs contraignant l'atteinte des objectifs de développement économique fixés. A titre d'exemple, le document CSCR 2012 – 2017 rappelle que : « *Le rythme rapide de la progression démographique doit être intégré dans l'ensemble des programmes sectoriels, à toutes les étapes de la formulation, de la budgétisation, de la mise en œuvre et du suivi – évaluation.* »

Le document de plan régional de population prend spécifiquement en compte la nécessité d'accélérer la transition démographique et de favoriser la participation économique des femmes et des jeunes pour la capture du dividende démographique. Il s'inspire à ce titre, (i) des objectifs de développement durable (ODD) et (ii) des initiatives mises en place au niveau sous régional (initiative régionale pour l'autonomisation des femmes et le dividende démographique au Sahel – SWEDD)² et au niveau africain (Agenda 2063 de l'Union Africaine et feuille de route de l'Union Africaine³ « capturer le dividende démographique en investissant massivement dans la jeunesse »). Il apporte une réponse à la nécessité de prendre en compte la structure et les tendances démographiques dans la planification au niveau régional, en particulier dans l'identification des objectifs à atteindre et dans l'évaluation des besoins d'investissements pour la réalisation de ces objectifs.

² Le projet Autonomisation des femmes et Dividende démographique au Sahel (*Sahel Women Empowerment and Demographic Dividend – SWEDD*) est une initiative de six (6) pays du Sahel (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad) avec l'appui financier de la Banque Mondiale et l'assistance technique du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) et de l'organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS). Il vise à favoriser l'accélération de la transition démographique pour l'atteinte du dividende démographique. Il comprend trois composantes : (i) accroissement de la demande de services de santé de la reproduction, maternelle, infantile et nutritionnelle (SRMIN), (ii) renforcer les capacités d'offre et la disponibilité de personnel qualifié en SRMIN et (iii) promouvoir l'application de politiques publiques tenant compte des questions de population,

³La feuille de route de l'Union Africaine pour la capture du dividende démographique à travers l'investissement massif dans la jeunesse (Décision n°601 *Assembly/AU/Dec.601 (XXVI), Union Africaine, janvier 2016*) invite les pays membres de l'Union Africaine à investir massivement dans les domaines de l'éducation / formation, de la santé, de l'emploi et de la participation des jeunes. Le Mali a, en juin 2017 et en repondre à la décision de l'Union Africaine, élaboré et lancé officiellement une feuille de route nationale.

1. Les politiques de population au Mali et leurs programmes régionaux d'investissements

La première politique de population (Déclaration Générale de Politique de Population) a été adoptée au Mali en 1991. Sur la base des évaluations successives de sa mise en œuvre, elle a fait l'objet de deux révisions (en 2003 puis en 2017) pour prendre en compte (i) la nécessité de maîtriser la fécondité afin de rendre la croissance démographique économiquement soutenable et (ii) les questions émergentes telles que le dividende démographique, les objectifs de développement durable (ODD) et l'Agenda 2063 de l'Union Africaine.

Encadré 1 : le dividende démographique : qu'est-ce que c'est et comment l'atteindre ?

Le dividende démographique se définit comme le gain de croissance économique pouvant résulter d'un changement dans la structure par âge de la population. Il apparaît lorsque la proportion de population active (15 – 64 ans) croît plus vite que celle des inactifs. Mais le bénéfice du dividende démographique n'est pas automatique. Il nécessite, en plus de la transition démographique, des investissements massifs et intégrés en matière de développement du capital humain (d'éducation et de formation, de santé et de bien-être) et d'emplois des jeunes et des femmes.

La population malienne est caractérisée par sa forte jeunesse. Il importe de donner des opportunités à cette jeunesse afin de profiter de son potentiel.

La transition démographique est le changement dans la structure de la population : baisse de la mortalité et de la natalité avec pour conséquence, un élargissement de la proportion de population en âge de travailler. Elle passe nécessaire par un meilleur accès aux services de santé de la reproduction, maternelle, infantile et nutritionnelle : quand les mères et les enfants sont en bonne santé, leurs chances de survie sont accrues et en grandissant en bonne santé, les enfants constituent un capital humain de qualité pour un rendement plus élevé du travail dans un environnement où l'innovation améliore la rentabilité économique des emplois. En donnant aux familles la possibilité de décider librement du nombre d'enfants et d'avoir accès aux services et au personnel de santé qualifiés, les ménages investissent plus dans l'éducation et la santé des enfants et les mères disposent d'opportunités de participation économique au profit des familles et des communautés.

Le maintien des filles à l'école constitue également un moyen de profiter du dividende démographique : lorsqu'elles sont maintenues à l'école, elles développent des capacités de contribution économique et sont moins sujettes à la vulnérabilité à l'âge adulte. En Afrique subsaharienne, le taux de rentabilité moyen d'une année supplémentaire de scolarité s'élève à 11,7%. Autrement dit, une année supplémentaire de scolarité permet d'augmenter le salaire de 11,7%. La rentabilité de l'éducation est plus élevée pour les filles que pour les garçons notamment dans l'enseignement secondaire. En effet, une année supplémentaire d'éducation en secondaire accroît le salaire potentiel des filles de 10 à 20 %, contre 5 à 15 % pour les garçons. Ceci semble indiquer que la rentabilité de l'enseignement secondaire pour les filles a un impact positif plus important (UNFPA, 2010 : Les raisons d'investir sur les jeunes dans le cadre de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté).

La survie des enfants, l'éducation en particulier des filles, la formation et l'emploi productif des jeunes constituent les piliers pour la capture rapide du dividende démographique.

Les deux premières versions de la politique nationale de population (PNP) avaient pour objectif général de contribuer à l'amélioration des conditions de vie grâce à l'augmentation du niveau de scolarisation, l'amélioration de l'état de santé des populations en particulier en matière de santé de la reproduction, maternelle,

infantile et nutritionnelle, la maîtrise progressive de la fécondité et la promotion de l'équité du genre.

Sur les périodes 2004 – 2008 et 2010 – 2014, des programmes nationaux et régionaux d'actions et d'investissements prioritaires (PAIPP et PRAIPP) ont été élaborés et mis en œuvre comme instruments d'opérationnalisation de la politique de population. Toutefois, plusieurs facteurs ont entravé la mise en œuvre de ces programmes, parmi lesquels :

- Le faible niveau de l'engagement politique en faveur de la maîtrise du rythme de croissance démographique et le déficit de fonctionnement des cadres de coordination. L'évaluation conduite par le Ministère en charge de la population (2014) a noté comme conséquences de ce faible engagement, un niveau bas d'appropriation, de financement et de promotion de la politique de population et de ses plans d'opérationnalisation, y compris au niveau décentralisé.
- La fixation d'objectifs souvent imprécis ou souvent du ressort d'autres acteurs institutionnels⁴ et dont la mise en œuvre ne peut être contrôlée au regard de la non fonctionnalité des cadres de gestion / coordination et de concertation. Cette situation a fortement entravé le suivi – évaluation de la PNP et le principe de recevabilité qui devait être de mise.
- La faible appropriation de la politique au niveau régional entraînant une absence de fonctionnalité des cadres de gestion prévus. Les acteurs régionaux (et même au niveau central) tendaient à faire de la PNP, la seule *affaire* du département chargé de la population et voyaient dans les PRAIPP, des opportunités de financement d'activités spécifiques à leurs domaines d'intervention (des ressources additionnelles qui, en réalité ne l'étaient pas vu que les PRAIPP constituaient plus des documents de mise en cohérence que de véritables plans opérationnels).

Les insuffisances dans le mécanisme de coordination et de mise en œuvre de la politique nationale de population, la faiblesse des ressources humaines et des capacités techniques (des acteurs de la planification stratégique du développement) a fortement affecté la prise en compte de la dynamique démographique dans les documents stratégiques globaux et régionaux ainsi que dans leur cadre budgétaire et d'évaluation. La nouvelle politique nationale de population (2017) énonce clairement les objectifs de contribuer à une transition démographique rapide et à une plus grande participation des femmes et des filles au développement économique, social, culturel et politique. Elle invite à l'action grâce à une revue du cadre de coordination et de gestion de la politique octroyant une plus grande place aux acteurs régionaux dans sa mise en œuvre. Elle recherche une meilleure coordination / intégration des

⁴ A titre illustratif, l'on retrouve dans le PRAIPP 2010 – 2014 d'une région, un objectif général ainsi formulé : « Assurer une meilleure gestion des flux migratoire dans la région d'ici 2014 ». En l'absence d'un dispositif fonctionnel de coordination, cet objectif ne saurait être contrôlée par le ministère de la Population dont relève la gestion de la politique de population.

politiques sectorielles pour une meilleure gestion concertée des questions de population : santé, éducation, jeunesse et capital humain, autonomisation des femmes, protection sociale et égalité de genre. Ainsi, elle prévoit entre autres l'élaboration et la mise en œuvre au niveau des régions, de plans régionaux de population.

2. Les objectifs du plan régional de population

Les plans régionaux de population ont pour objectif général : « de favoriser la contribution de la région à l'atteinte du dividende démographique ».

De façon spécifique, ils constituent des cadres d'opérationnalisation de la politique nationale de population et ont pour objectifs:

- d'identifier et de proposer des stratégies innovantes et efficaces pour accélérer la transition démographique au sein de la région ;
- de renforcer l'autonomisation des femmes / filles et des jeunes sur la base des opportunités économiques offertes par les territoires ;
- de renforcer la qualité du capital humain ;
- d'améliorer les capacités techniques et la fonctionnalité des cadres de gestion du développement régional en vue d'une meilleure prise en compte des questions de population et de la dynamique démographique dans la planification stratégique régionale.

Les plans régionaux de population sont conçus comme des instruments de mise en cohérence des programmes et projets en cours de mise en œuvre / de formulation au niveau régional. Ils ont pour ambition d'identifier les gaps, les forces, faiblesses, opportunités et menaces en termes de démarches visant la promotion des questions de population. Les propositions d'actions sont basées donc sur l'analyse de l'existant.

3. Démarche méthodologique de formulation du plan régional de population

3.1. Cadre de formulation du plan régional de population

Les PRP ne constituent pas un nouveau cadre parallèle opérationnel nécessitant la mobilisation de ressources conséquentes pour sa mise en œuvre. Il s'agit d'identifier des actions complémentaires aux plans stratégiques déjà en cours de mise en œuvre, pour une plus grande intégration de la variable démographique et la prise en compte d'éléments nouveaux pouvant permettre d'accélérer la transition démographique et une meilleure participation des femmes / filles et des jeunes.

Le processus de construction du plan régional de population est sous la responsabilité des autorités régionales conformément à la Loi n°90 – 008 déterminant les conditions de libre administration des collectivités territoriales (modifiée par la Loi n°2012 – 005 du 23 janvier 2012) et au cadre de mise en œuvre de la

décentralisation au Mali. Le Conseil Régional assure le portage du processus de formulation, de mise en œuvre et de suivi évaluation et le cadre de gestion du plan régional de population implique la participation de tous les acteurs institutionnels au niveau régional (structures techniques régionales, ONG / OSC, partenaires au développement et secteur privé).

Les structures techniques nationales apportent un appui technique et méthodologique à la formulation, à la mise en œuvre et au suivi-évaluation du plan régional de population. C'est ainsi que conformément (i) aux mesures inscrites dans la PNP et (ii) aux recommandations issues de l'atelier de formation des acteurs régionaux sur le dividende démographique et sa prise en compte dans la planification régional et locale (Fana, octobre 2018), le Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire, à travers la Direction Nationale de la Population et l'Unité de gestion du projet SWEDD, ont entrepris d'accompagner les collectivités – régions dans la formulation de plans régionaux de population.

Un comité technique de coordination a été mis en place suivant Arrêté du Ministre en charge de la Population pour coordonner l'appui technique aux acteurs régionaux. Ce comité comprend les structures techniques nationales impliquées dans le processus de planification stratégique (DNP, DNPD, DNAT, DGCT, INSTAT, CT/CSLP), les experts de l'Unité de gestion du projet SWEDD et de la Cellule d'Opérationnalisation de l'Observatoire National du Dividende Démographique.

Un consultant a été recruté par le projet SWEDD pour appuyer le processus et faciliter la coordination entre le niveau central et le niveau régional avec la pleine participation des conseillers des Gouvernorats et des Directions Régionales de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique, de l'Aménagement du territoire et de la Population (DRPSIAP). Après une visite de terrain et d'information au niveau des régions, des données et des rapports ont été collectés pour la rédaction d'un rapport de diagnostic. Ce document a fait l'objet d'échanges et de validation au niveau régional sous la coordination des Conseils régionaux, des gouvernorats et des DRPSIAP.

Les stratégies ont été identifiées de façon concertée et le document de plan régional de population a fait l'objet d'un atelier de validation au niveau des régions, atelier au cours duquel le plan d'actions et le cadre de coordination proposés a été finalisé et validé suivant une approche très participative.

I. DIAGNOSTIC SOCIO- DEMOGRAPHIQUE ET ECONOMIQUE DE LA REGION

1.1.Caractéristiques physiques et démographiques

1.1.1. Caractéristiques physiques, données géo-climatiques et environnement

Vaste Plateau accidenté, la région de Koulikoro se situe au Centre- Ouest du Mali et s'étend entièrement dans la zone tropicale. Elle s'allonge du Nord au Sud sur 445 Km et d'Ouest en Est sur 340 Km et représente 7,27 % de la superficie totale du territoire.

Elle fait frontière au Nord avec la République Islamique de Mauritanie, à l'Est avec la Région de Ségou, à l'Ouest avec la Région de Kayes, au Sud-Ouest avec la République de Guinée et au Sud avec la Région de Sikasso.

La région de Koulikoro dispose d'un important réseau hydrographique qui comprend des cours d'eau permanents et non permanents. L'hydrologie régionale est dominée par le fleuve Niger. Il traverse la région sur 250 kilomètres.

Au plan environnemental, la région de Koulikoro dispose d'un cadre naturel déterminé par l'existence de trois zones climatiques :

- Zone guinéenne : 11% de sa superficie totale et se caractérise par une saison des pluies de 7 mois (avril à octobre) ;
- *Zone soudanienne nord* : une saison pluvieuse de 4 mois (juin à septembre) ;
- *Zone soudanienne sud* : une saison pluvieuse de 6 mois (mai à octobre).
- Zone sahélienne: *Une saison sèche* ponctuée par une période chaude allant de février à juin et d'octobre à novembre et une période fraîche de décembre à janvier, *une saison humide* et chaude de juin à septembre.

La problématique environnementale dans la région de Koulikoro est liée à l'influence de Bamako. La capitale offre certes des opportunités pour le développement de certains secteurs, mais elle pose aussi des risques en termes de dégradation des ressources forestières : forte demande de la capitale en charbon de bois et bois d'œuvre.

La mauvaise gestion du système d'assainissement se matérialise par le déversement des eaux usées sans traitement dans les milieux récepteurs, ce qui constitue le facteur le plus important de pollution des eaux souterraines et des eaux de surface. L'insuffisance quasi générale des systèmes de collecte et de traitement des eaux usées accentue par ailleurs le nombre de maladies (infections liées au péril fécal).

Ces problèmes d'assainissement agissent sur plusieurs variables démographiques (morbidity et mortalité) en corolaire avec une fécondité élevée de la région ne présage point comme atout favorable à l'atteinte de la transition démographique en vue de la capture du dividende démographique.

1.1.2 Evolution démographiques, structures et répartition spatiale de la population

Le diagnostic de la dynamique démographique a révélé :

- Une croissance démographique rapide et régulière. Depuis les années 1970, la région de Koulikoro enregistre une progression constante et rapide de sa population. Les derniers résultats provisoires du recensement 2009

confirment cette tendance. De 1976 à 2009, la population de la région de Koulikoro est passée de 932 237 habitants à 2 418 305 habitants. L'évolution du taux de croissance confirme le dynamisme démographique. Faible de 1976 à 1987, avec un taux de croissance de 1,46%, il devient de plus en plus vigoureux: 2,46% de 1987 à 1998 et 4% de 1998 à 2009 et est supérieur à la moyenne nationale, qui est de 3,6%. Cette dynamique démographique conforte le positionnement de la région, qui selon les résultats du RGPH 2009 serait le second pôle démographique du pays, soit 16,7% de la population nationale.

- **De fortes disparités spatiales** : La distribution de la population à l'échelle de la région de Koulikoro traduit l'existence d'une situation démographique différenciée. La densité de peuplement est plus faible dans la partie nord de la région, et augmente au fur et à mesure que l'on se rapproche de la capitale, Bamako : la densité varie de 8,10 habitants au km² dans le cercle de Nara à 58,17 habitants au km² dans le cercle de Kati.
- **La population est extrêmement jeune** avec une présentation de pyramide des âges à base élargie : 54% ont moins de 15 ans, et 31,8% ont moins de 40 ans. Les adultes de plus de 40 ans représentent 14,2%. Les femmes en âge de procréer (15 - 40 ans) représentent 36,6% de la population féminine. Il existe donc dans la région une couche importante de personnes dépendantes.
- **Une dynamique démographique caractérisée par un ISF élevé (6,7)**: Cette dynamique démographique repose outre sur les apports du mouvement naturel à travers le maintien d'une fécondité élevée et une baisse régulière de la mortalité. Les derniers résultats de l'Enquête Démographique et de Santé (EDSMV) ont révélé une très nette augmentation de l'ISF, de 6,9 enfants par femme en 1996 à 7,3 enfants par femme en 2009.

La projection tendancielle, basée sur un taux de croissance de 4% et un indice synthétique de fécondité de 7,3 enfants par femme, indique 5 millions d'habitants dans la région de Koulikoro en 2030. Dès lors, le défi démographique persiste malgré les programmes mis en place par le Gouvernement. Il est donc fondamental de parvenir à moyen terme à :

- un infléchissement du rythme de croissance démographique
- et une répartition plus équilibrée de la population sur l'espace régional.

La dynamique démographique soutenue par un ISF élevé (6,7) ne restera pas sans conséquences sur les secteurs de développement (éducation, santé, agriculture...). En effet, le poids démographique de la région deuxième au niveau national engendrera des besoins énormes en personnel, infrastructures, vivres, ressources financières au niveau de la santé de l'éducation et de l'agriculture.

La population à majorité jeune (plus de 55% a moins de 15 ans) pose le problème de dépendance par rapport à la population active de la région. A l'analyse des variables démographiques, nous constatons que ces dernières doivent être améliorées dans la région en vue d'atteindre la transition démographique qui suppose de faibles taux de natalité et de mortalité résultant d'un accroissement démographique très lent . Cette condition citée sera un atout favorable pour la capture du dividende démographique. Malgré les efforts fournis par rapport à la réduction de la mortalité la trajectoire de baisse de la fécondité reste constante. A l'analyse, Koulikoro est à la seconde phase de la transition démographique à savoir : un taux élevé de natalité, un taux de natalité en baisse résultant d'un taux de croissance démographique élevé.

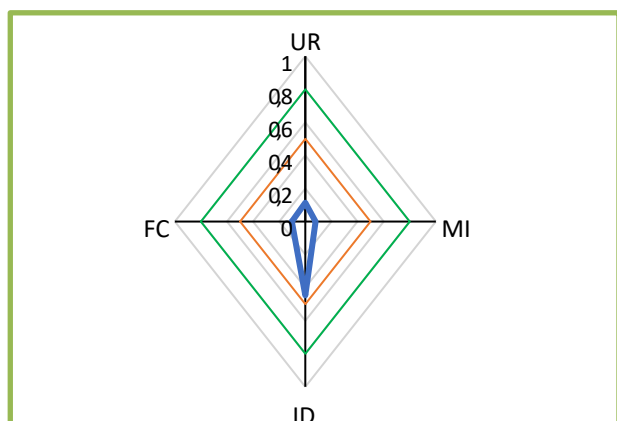
1.1.2. Les réseaux et territoires : urbanisation, flux, accès aux services sociaux de base, marchés / échanges...

Le rapport « Dimension 5 du suivi du dividende démographique : réseaux et territoire au Mali » a été exploité pour apprécier à sa juste valeur les réseaux et territoires : urbanisation, flux, accès aux services sociaux de base, marchés / échanges de la région de Koulikoro. Ce rapport fait sur la base des informations sur le niveau de mobilité territoriale en décrivant l'attractivité des zones, la migration humaine, les flux et capacités financiers, la mobilité des biens et services ainsi que la répartition et la disponibilité d'infrastructures sur le territoire national nous renseigne sur les éléments suivants : services sociaux de base, urbanisation, migration, flux financiers, marché/ échange.

Tableau 1 : Indicateurs synthétiques - réseaux et territoires -Mali

	Sous- dimensions de l'indice				ISRT
	URD	IDB	MIG	FCF	
Bamako	77,5%	72,7%	33,6%	47,2%	54,7%
Sikasso	8,6%	42,1%	21,5%	29,7%	21,9%
Kayes	7,9%	33,7%	7,9%	46,2%	17,7%
Koulikoro	5,8%	32,7%	10,7%	28,7%	15,5%
Mopti	4,5%	28,1%	16,2%	26,2%	15,3%
Ségou	6,0%	39,2%	7,3%	25%	14,4%
Gao	5,3%	34,8%	7,8%	27,5%	14,4%
Tombouctou	1,9%	30,9%	3,7%	29,6%	8,8%
Kidal	nd	Nd	Nd	Nd	Nd
National	11,4%	44,7%	7,9%	10,3%	14,3%

Graphique N°1: Polygone de diagnostic de l'ISRT au niveau national



L'ISRT se chiffre à 14,3% en 2015 pour le Mali contre 15,3% pour le Sénégal par exemple. De nombreux efforts sont consentis ces dernières années pour promouvoir l'accès à des infrastructures et services de qualité en particulier de santé et d'éducation. La sous dimension Infrastructures de base (44,7%) est celle qui contribue le plus à l'ISRT au Mali. Les autres sous dimensions Migration (mouvements de personnes), Urbanisation et Flux contraignent l'ISRT avec des indices respectifs de 7,9%, 11,4% et 10,3%.

Analyse des sous dimensions de l'ISRT dans la région de Koulikoro

- Sous – dimension 1 : Urbanisation

Le tableau 1 ci-dessous met en exergue l'indice d'urbanisation dans toutes les régions du Mali et au niveau national. L'évaluation du taux de la sous-dimension *urbanisation* prend en compte les indicateurs suivants : densité de la population dans la région et au niveau nationale, taille des ménages, le taux d'urbanisation et le ratio locataires / propriétaires.

Sur la base de la définition, les résultats montrent une très grande disparité dans le taux d'urbanisation au niveau régional. Le district de Bamako, capitale du pays, affiche le plus fort taux avec 77,5%. Aucune des régions du Mali, en dehors de la capitale, n'atteint un niveau d'indice d'urbanisation de 10%. L'indice d'urbanisation obtenu pour la capitale, Bamako (77,5%) s'expliquerait par la forte densité de la population (6 780 habitants / km² contre 11,7 au niveau national) et par le taux d'urbanisation, Bamako comptant plus de la moitié de la population urbaine nationale (55,3% selon le RGPH 2009).

Quant à la région de Koulikoro, elle vient en cinquième position après Bamako. L'indicateur synthétique de la région est de 5,8%. Cet indicateur est faible au regard de la taille de sa population.

Le système urbain de la région de Koulikoro fortement désarticulé, reste marqué par :

- Un faible taux d'urbanisation. La région de Koulikoro affiche le taux d'urbanisation le plus faible de l'ensemble des régions du Mali. Koulikoro est une région encore très marquée par le fait rural, qui devrait, selon l'Etude Nationale Prospective « Mali 2025 », se poursuivre jusqu'en 2025. Selon les résultats issus des différents recensements, le taux d'urbanisation de Koulikoro est passé de 7,8% en 1976 à environ 26,96% en 2009 (selon les résultats provisoires du RGPH 2009).
- Une forte emprise de Bamako. Le processus d'urbanisation est fortement différencié et le cercle de Kati se singularise avec un taux d'urbanisation de 42,8%. D'ailleurs, l'armature urbaine n'est pas dominée par la capitale régionale Koulikoro, mais le binôme Kati-Kalabancoro qui renferme 32% de la population urbaine de la région, du fait de l'emprise de Bamako sur le territoire régional qui est plus manifeste au niveau du périmètre d'urbanisation de la capitale.

Les enjeux liés à l'urbanisation se manifestent entre autres par des problèmes d'accès au logement, tension sur l'utilisation des équipements, ce qui explique la nécessité de l'élaboration de POAS, notamment pour Kati et les villes limitrophes sous domination urbaine de Bamako. Le réseau urbain de la région de Koulikoro est également marqué par l'absence de villes structurantes.

L'étude des tendances d'évolution de la population, observée à partir de 1976, fait apparaître des changements démographiques profonds entre milieu rural et urbain. Ainsi, selon les données des recensements généraux de la population et de l'Habitat du Mali, le taux d'urbanisation a progressé. Il est passé de 7,82 % en 1976 à 11,07% en 1987 ; puis à 16,10 % en 1998. Le taux d'urbanisation attendu en 2024 sera de 36 %. Cette hausse de la proportion de la population urbaine traduit un mouvement des habitants du milieu rural vers le milieu urbain où sont concentrés les services centraux et les infrastructures socio- économiques et sanitaires. Cela va entraîner une pression démographique dans les villes et sur les infrastructures sociales de base qui du coup va détériorer les différents ratios : population/ médecins, infirmiers, sage - femmes, élèves /classe, élèves / maîtres.

- Indicateur synthétique de la sous – dimension migration

L'indicateur synthétique de la sous – dimension *Migration* est obtenu à partir des données sur les indices d'entrée et de sortie au niveau des régions, issues du RGPH 2009. Les résultats, représentés sur le tableau 1, montrent que les mouvements de populations ne sont pas seulement dirigés vers la capitale Bamako mais que les autres capitales régionales accueillent aussi des migrants même si le phénomène n'y est pas aussi important. La migration interne tend aussi à ne plus être saisonnière

mais plutôt permanente. L'indice Migration prend aussi en compte les mouvements en provenance et vers l'extérieur du pays.

La région de Koulikoro compte tenu de son faible attractivité (peu de potentialités économiques) vient en quatrième position avec un chiffre de 10,7% suivie de la région de Kayes 7,9%. Cette situation s'explique par le fait que la région a peu d'opportunités économiques à offrir aux migrants.

Le tableau1 nous indique que Bamako est la ville la plus attractive du Mali même si cette attractivité reste en dessous du seuil de 50%. En plus, les populations migrantes, une fois installées de longue date et de façon continue tendent à ne plus se considérer comme migrantes. La région de Sikasso compte tenu de ses potentialités vient en deuxième position suivie de celle de Mopti. Cette situation s'explique par le fait que ces régions ont plus d'opportunités économiques à offrir aux migrants internes. Malgré leur potentiel en termes d'agriculture ou de commerce, les **régions de Koulikoro, Ségou, Mopti et Kayes** ont de faibles niveaux d'attractivité.

- *Sous – dimension 3 : Infrastructures sociales de base*

Cette sous-dimension prend en compte les données relatives aux taux d'accès aux services sociaux de base (éducation, santé, eaux et assainissement, marché), d'accouchement assisté par du personnel qualifié et d'accès à la contraception moderne.

L'analyse du tableau 1 montre que d'importants investissements sont faits en matière de disponibilité des services sociaux de base pour toutes les régions mais que ces investissements restent en deçà de la demande et du seuil moyen de 50% à l'exception de la capitale Bamako. Les disparités entre régions, cercles, présentent le signe d'une couverture quelque peu inefficace en matière d'accès aux services sociaux de base, avec pour cause entre autres, l'étendue du territoire, la densité démographique dans certaines régions, le niveau de pauvreté des ménages et les ressources limitées de l'Etat et des collectivités territoriales face aux besoins de plus en plus grand. Par exemple, le rapport de la revue 2016 du CREDD indique que (i) le taux national d'accès à l'électricité est de 39% en 2016 contre 19,4% en milieu rural, (ii) l'accès à l'eau potable est évalué à 66,9% à 2016 au niveau national et (iii) l'accès des ménages à un système d'assainissement amélioré est de 27%. Le même rapport indique que la forte croissance démographique tend à annihiler les efforts en particulier dans le domaine de l'accès à la santé maternelle, infantile et nutritionnelle.

La région de Koulikoro partage les réalités citées ci- dessus par rapport aux conditions de vie des populations notamment l'accès aux services sociaux de base. Il urge d'améliorer cette situation afin d'améliorer les conditions de vie des populations de la région.

Le diagnostic des conditions de vie et besoins de la population de Koulikoro fait ressortir trois enjeux majeurs selon le SRAT:

- Faible taux d'accès des populations aux services sociaux de base (éducation, santé, eau, électricité continue fournie par EDM) : (Cf voir tableau 2)
- Le taux de scolarisation est de 98% pour le 1er cycle, et de 51% pour le 2nd cycle,
- Le taux d'encadrement médical est de 20%,
- Le taux de desserte en eau potable est de 85,99%,
- Le taux d'accès des ménages à l'électricité continue est de 13% (EDM).

Tableau 2: Niveau de satisfaction des besoins sociaux de base

Cercles	Taux de scolarisation 1 ^{er} cycle	Taux de scolarisation 2 nd cycle	Taux d'encadrement médical	Taux de desserte en eau	Taux de couverture électricité (EDM)	Moyenne
Banamba	84%	18%	10%	92%	0%	41%
Dioila	70%	31%	13%	88%	6%	42%
Kangaba	87%	63%	27%	95%	7%	56%
Kati	178%	119%	29%	85%	38%	90%
Kolokani	69%	29%	16%	84%	0%	40%
Koulikoro	81%	64%	23%	88%	38%	59%
Nara	59%	31%	4%	80%	0%	35%
TOTAL	98%	51%	20%	87%	13%	54%

Source : enquêtes de terrain (SRAT)

- Niveau différencié de couverture en services sociaux de base.

Malgré le constat d'un faible niveau de satisfaction des besoins prioritaires de la population, il n'en demeure pas moins que la typologie des conditions de vie montre quatre grandes tendances :

- Les zones de faible couverture en services sociaux de base que sont les cercles de Nara et de Kolokani. Ces deux entités constituent les espaces les moins lotis en termes de services sociaux de base et cette situation est exacerbée par leurs conditions bioclimatiques façonnées par des aléas climatiques.
- Les zones ayant des niveaux de couverture insuffisants sont les cercles de Banamba et de Dioila. L'ambiguïté au niveau de ces zones est le fait que le cercle de Dioila a bénéficié des investissements hydro-agricoles les plus importants. Alors que, le cercle de Banamba renferme le plus grand nombre de communes ayant un IPC de niveau moyen.
- Les zones à moyen taux de couverture représentées par les cercles de Kangaba et de Koulikoro, s'expliquent respectivement par le mode de gestion appliqué, ainsi que le statut administratif.

- La zone ayant le plus important taux de couverture de la région, le cercle de Kati se singularise du fait de sa position géographique. La plupart des communes de Kati sont insérées dans le périmètre d'urbanisation de Bamako. A ce titre, ces communes ont signé des conventions d'intercommunalité avec les communes du District de Bamako en vue de l'implantation de certains de leurs équipements et infrastructures.

L'atteinte des défis de la région en termes d'amélioration des conditions de vie implique la résorption des déséquilibres spatiaux (services sociaux de base, emplois, actions publiques de développement, etc.). La tendance actuelle est telle que les disparités démographiques, en parallèle avec la constante augmentation de la population, engendrent une répartition des services publics de moins en moins exhaustifs.

Compte tenu du rythme de constructions nouvelles de la dernière décennie, faible par rapport à la croissance démographique à la même période, le défi majeur sera de :

- offrir un parc de services sociaux de base suffisant, en nombre, mais aussi en qualité d'ici à 2030,
- définir et répartir de façon claire les rôles et responsabilités des acteurs territoriaux dans la prévision, réalisation et gestion des équipements et infrastructures sociaux de base.

- Sous - dimension 4 : Flux et capacités financiers

Les données relatives au volume de transferts monétaires versés et reçus, à la consommation par tête et au coût moyen du panier de la ménagère sont les composantes de l'indicateur « Flux et capacités ». Il ressort que le niveau de flux et capacités financiers est relativement faible au niveau de toutes les régions et du district de Bamako, comme le montre le tableau 1 ci-dessus.

- Flux et capacités financiers par région

Le district de Bamako et la région de Kayes sont les régions les plus dynamiques en termes de mouvements de flux financiers et de capacités financières, certainement du fait du volume important de transferts de migrants. Les régions de Ségou et de Mopti présentent les plus faibles niveaux d'indice. Toutes les régions présentent un indice inférieur à la moyenne (50%) certainement du faible niveau de bancarisation et une utilisation plus généralisée de canaux informels pour les transferts de fonds, transferts qui échappent donc aux registres statistiques.

La région de Koulikoro vient en cinquième position par rapport à la sous-dimension flux et capacité financières par région avec un taux de 28,7%. Koulikoro a un faible taux de bancarisation et de transfert de fonds des migrants contrairement à la région de Kayes (46,2%).

- **Le déficit du cycle de vie**

Le déficit du cycle de vie (« *life cycle deficit* » – LCD – en anglais) est la différence entre la consommation et le revenu du travail⁵ au cours de la vie d'un individu. Pour des individus d'âge (a), il est calculé comme la différence entre la consommation (C) et le revenu du travail à cet âge soit $YL(a)$.

Déficit du cycle de vie selon le genre

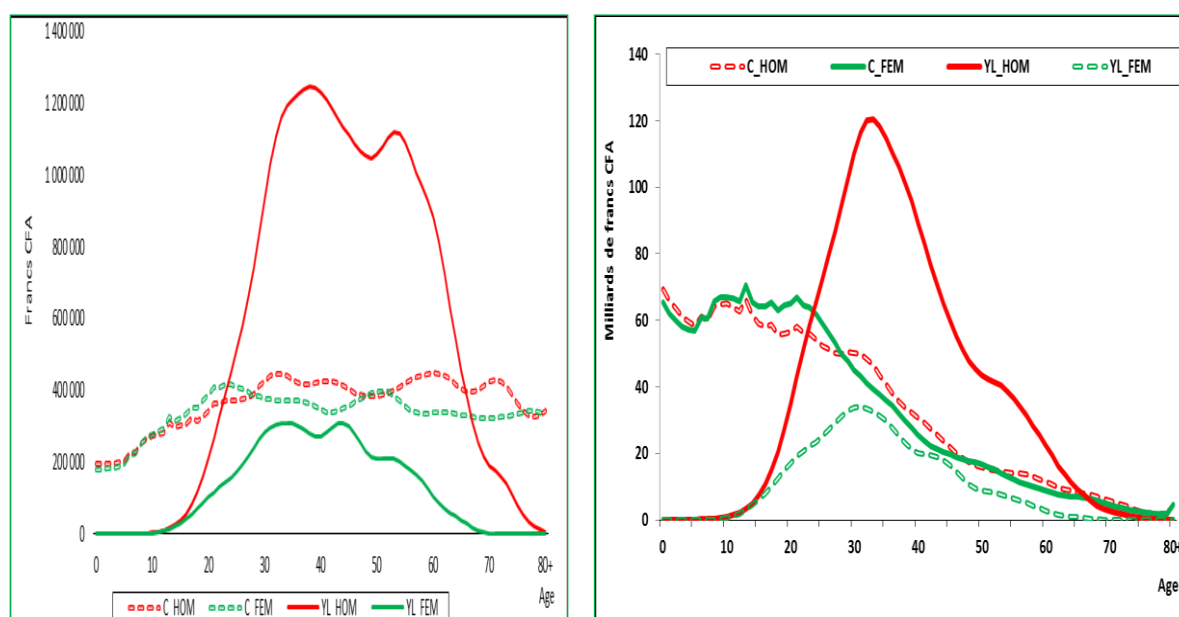
Il existe donc un réel contraste de genre dans les profils de consommation et de revenus du travail au Mali. Ce contraste provient en grande partie du fait des facteurs socioculturels qui contraignent la participation des femmes à la création de richesses. Même si leurs niveaux de consommation sont dans des proportions quasi-similaires quel que soit l'âge, les femmes ne contribuent que pour 22% au revenu du travail au niveau national.

La population du Mali est composée de 50,4% de femmes et 49,6% d'hommes (INSTAT, RGPH 2009). L'analyse par sexe des profils de consommation et de revenus du travail indique que :

- la consommation des femmes est supérieure à leur revenu du travail et ce, pendant tout leur cycle de vie ;
- les hommes consomment plus que les femmes sauf au cours de l'adolescence et d'une partie de la jeunesse (14 à 28 ans) ;
- si les femmes sont toujours en déficit quel que soit l'âge, les hommes sont en surplus entre 22 ans et 66 ans ;
- les hommes continuent de générer un revenu près de 10 ans après que les femmes ne soient plus économiquement productives.

⁵ Du fait de l'écriture mathématique de l'équation ($LCD = Consommation - \text{revenu du travail}$), le résultat est un déficit s'il est obtenu positif (consommation supérieure à revenu du travail) et un surplus, s'il est obtenu négatif (revenu supérieur à consommation).

Figure n° : Profils moyens et agrégés de consommation et de revenus par sexe



Le tableau ci-dessous récapitule le profil agrégé de consommation et de revenu et fait ressortir un déficit de 1 821 milliards de fCFA pour l'ensemble des femmes contre un excédent de 342 milliards de fCFA pour l'ensemble des hommes au cours du cycle de vie.

Déficit du cycle de vie suivant les régions

En 2015, toutes les divisions administratives du Mali présentent un déficit du cycle de vie. La région de Koulikoro étant celle qui a enregistré le plus haut niveau de déficit du cycle de vie. Le montant du déficit dans cette région s'est élevé à 410 milliards de fCFA, soit plus d'un quart du déficit national (28%). Suivent les régions de Kayes et Ségou qui ont contribué respectivement à hauteur de 19% et 18% du déficit national.

A l'inverse, les régions du nord (Tombouctou et Gao) comptabilisent les plus faibles déficits à cause certainement de la taille de leur population qui est relativement petite par rapport aux autres régions. Elles sont suivies par Bamako et Mopti (avec moins de 10% du déficit global).

Tableau 1 : Déficit du cycle de vie dans les régions

REGIONS	DEFICIT DU CYCLE DE VIE (LCD)			DEFICIT PAR TETE	
	Valeur en (milliards fCFA) (a)	% régional du LCD	% régional du PIB	Population (b)	Déficit / population (a)/(b)
KOULIKORO	410	28%	6%	2 970 815	138 060
MALI	1 479	100%	22%	17 736 915	83 385

Source : Equipe Nationale NTA et CREFAT, 2016 : Rapport sur le profil démographique du Mali, Données non disponibles pour la région de Kidal [Données démographiques : Projections DNP, Déficit par personne en fCFA].

Il est important de noter que le déficit agrégé du cycle de vie semble en corrélation avec la taille de la population des régions. Pour mieux capter le défi auquel chaque région doit faire face, il sera intéressant de prendre en compte la taille de la population dans l'analyse du déficit du cycle de vie. Pour ce faire, nous allons considérer le rapport entre le montant agrégé du déficit du cycle de vie de la région et la taille de sa population ce qui donne « le déficit par tête ». produisent beaucoup plus par leur travail qu'ils n'en consomment (voir Mason et al. 2006⁶).

1.2.Situation économique : opportunités économiques offertes par la région, contribution au développement économique national

1.2.1. Secteur primaire

L'économie de la région de Koulikoro s'inscrit dans les tendances relevées à l'échelle nationale. Avec une population rurale de 1 707 293 habitants, elle demeure une région à vocation rurale dominée par le secteur primaire qui bénéficie de potentialités hydro-agricoles importantes. Ce secteur, en mobilisant 1 255 626 personnes sur 1 434 003 actifs soit 87,5% de la population active (BEAGGE, 2007) constitue ainsi la principale activité économique de la région.

L'agriculture, poumon de l'économie régionale. Ce sous-secteur qui emploie près de 90% de la population active est le véritable cœur économique de la région. Selon la Direction Régionale de l'Agriculture, il repose sur les cultures d'exportations effectives, les cultures vivrières, le maraîchage, les cultures commerciales émergentes et l'arboriculture.

L'élevage : un cheptel en constante augmentation : durant la décennie 2000-2009, le cheptel de la région a augmenté sensiblement, au rythme de 3% par an. Cet accroissement des effectifs concerne toutes les espèces. Pratiqué par plus de 80% de la population, l'élevage joue un rôle important dans la sécurité alimentaire.

La pêche est, à travers la présence d'un important réseau hydrique, une activité économique importante dans la région de Koulikoro. Ces dernières années, le sous-secteur de la pêche a enregistré de nets progrès, qui se sont traduits par une augmentation des productions halieutiques.

- Le secteur secondaire est dominé par l'industrie.

Koulikoro est l'une des principales régions industrielles du Mali. Elle dispose d'un tissu industriel relativement étoffé avec la présence, en 2009, de 59 unités industrielles. Le cercle de Kati regroupe 60,3% des unités industrielles, alors que les

⁶ Mason A, R. Lee, A. Tung, M. Lai et T. Miller, 2006: Population aging and Intergenerational Transfers: introducing age into National Accounts, Working Paper 12770. National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA 02138

cercles de Koulikoro, Dioila et Banamba comptent, respectivement, 20,7%, 10,3% et 6,9% des industries régionales. Les cercles de Kolokani et de Nara en sont totalement dépourvus, alors que celui de Kangaba ne compte qu'une seule unité industrielle.

Le secteur minier occupe une place de plus en plus importante dans l'économie malienne. L'or représentait ainsi, en 2008, 70% des exportations nationales, loin devant le coton et le bétail. La région de Koulikoro dispose, comme d'autres régions du Mali, d'un potentiel minier dont la valorisation pourrait contribuer au développement économique régional.

- Le secteur tertiaire :

Le secteur commercial : la libéralisation économique et la stabilité du pays ont favorisé la croissance du secteur tertiaire. Dans les centres urbains comme Kati, Koulikoro et Fana, le commerce attire à la fois des jeunes exclus du système scolaire et des ruraux à la recherche de nouvelles opportunités. Le commerce informel s'est densifié suite à l'application des Plans d'Ajustement Structurel (PAS) et à l'insuffisance de l'emploi formel du fait d'une compression du personnel. Au regard des nombreux emplois créés et des revenus générés par ce secteur, le commerce informel constitue une importante soupape de sécurité dans le contexte actuel de précarité économique.

- Les banques et Structures Financières Décentralisées jouent un rôle déterminant pour le développement économique de la région. Ils constituent en effet, au travers notamment de l'octroi de crédits, un appui fondamental au secteur économique. La région de Koulikoro ne comptait, en 2008, que 41 agences bancaires, inégalement réparties sur le territoire. Les cercles de Kangaba, Kolokani et Nara étaient en 2008, totalement dépourvus de structure bancaire.

- Analyse des problèmes des activités économiques :

Bien que la région regorge d'énormes potentialités dans le domaine agro-sylvo-pastoral, du commerce, du tourisme, les caractéristiques démographiques citées plus haut se pose en problèmes pour atteindre véritablement un développement humain et durable. En effet, la forte croissance démographique résultante d'une forte natalité ajoutée à tous ses corolaires de changements climatiques contribuent davantage à annihiler la croissance économique de la région. Du coup nous assistons à une paupérisation générale de la population qui s'aggraverait avec les grandes disparités existantes dans la région. Ce phénomène de pauvreté entraînerait des conséquences néfastes sur la disponibilité des services sociaux de base qui sont de véritables déterminants à l'atteinte de la transition démographique en vue de la capture du dividende démographique. La plupart des pays qui ont réussi leur

expansion économique ont pu profiter d'un fléchissement rapide des taux de natalité car le ratio entre la population active et les personnes à charge augmentent, et plus de fonds sont injectés dans la croissance économique. Quand le rapport de dépendance diminue, le gouvernement, les entreprises et les familles ont davantage de fonds à investir dans la création d'emplois et la modernisation de l'économie.

L'enjeu majeur par rapport au développement des activités économiques dans la région de Koulikoro est la prise en considération des impacts environnementaux.

Les activités économiques de la région sont en partie responsables d'une dégradation de l'environnement. La région doit dès maintenant prendre en considération les dégâts causés en termes d'environnement, et réfléchir à des options permettant d'atténuer les effets néfastes qui sont exercés sur les forêts, ou encore sur les berges du fleuve Niger.

Dans une autre mesure découlant des problématiques de l'environnement, la région doit se préoccuper des changements climatiques qui tendent à être constatés au niveau de la région de Koulikoro. Ceux-ci sont notamment à considérer de près concernant les périodes d'hivernage. En effet, la région doit par exemple pouvoir appuyer ses agriculteurs face aux bouleversements climatiques qui modifient le calendrier des mises en culture et récoltes.

En plus des enjeux environnementaux, il y'a aussi des enjeux liés aux problématiques transfrontalières et des échanges.

Compte tenu de l'intensité des interdépendances économiques, socioculturelles et environnementales qui relient chacun des espaces, les questions d'aménagement et de développement doivent prendre en compte des besoins transnationaux. Ainsi, du fait d'un partage actuel des mêmes infrastructures et des ressources naturelles par les populations.

Les espaces économiques partagés de la région de Koulikoro sont généralement en rapport avec l'exploitation des potentialités naturelles dont dispose la région, notamment les cours d'eaux et les zones de transhumance.

Ces EEP renferment des objets économiques qui peuvent être des combinaisons d'activités intégrées à une échelle susceptible d'induire un impact significatif et de promouvoir ainsi, des pôles de développement. Les EET de la région sont :

(1)EEP du Bassin du lac Wégnan : développement de l'agriculture, l'élevage, l'arboriculture fruitière ; (2) EEP du Bassin du Massanto la : recèle de potentialités naturelles pouvant autoriser la diversification des pratiques agricoles ; (3) EEP compris entre Fana et Dioila : caractérisé par une bonne pluviométrie, d'importantes potentialités en terres irrigables qui sont par ailleurs favorables à plusieurs types de cultures ; (4) EEP compris entre Mourdiah-Didiéni-Banamba : Zone à fortes potentialités pastorales, l'espace renferme une savane herbeuse évoluant sur un relief plat sauf dans la partie Sud vers Kolokani ;

5) EEP compris entre Kati-Kangaba : Le climat de type soudanien sud bénéficie de l'existence de deux cours d'eau (Niger, Sankarani) et de nombreuses mares (Kabaté, N'Gna, Malidjougouba, Koraba, Nongou

1.3. Développement humain et ressources humaines

1.3.1 Santé et bien-être des populations

La Région dispose d'établissements sanitaires publics et privés. En effet, de nombreuses réalisations ont été effectuées et continuent de l'être en conformité avec la nomenclature nationale.

Mais l'accroissement démographique freine l'évolution du taux de couverture sanitaire. En dépit des progrès réalisés au cours des deux dernières décennies, les indicateurs en matière de santé dans la Région s'améliorent de façon timide.

- La couverture sanitaire, bien qu'ayant évolué positivement présente des disparités aux niveaux cercles et communes. Il a évolué de 67% en 2008 à 76% en 2016.
- Accessibilité au paquet minimum d'activités (PMA)

La moyenne régionale en PMA dans un rayon de 5 Km et à 15 Km est de 51% en 2017, elle est restée constante malgré la création de 2 Cscm à Nara.

- L'accessibilité géographique présente de grandes disparités par district sanitaire. Il ressort que le cercle de Kolokani est peu couvert comparativement aux autres districts. Ce taux s'explique par l'étendue de la région avec des densités de populations faibles par endroit comme dans les districts sanitaires de Nara et Kolokani.
- L'offre en infrastructures sanitaires par district dans la région présente des disparités. Sur les 243 Cscm prévus dans le PDESC 2014-2018 de la région, 214 ont été créés, soit un taux de réalisation de 88%. Il faut noter que seulement deux Cscms ont été lancés en 2017 par rapport à 2016. En termes de taux de réalisation, le district de Kangaba vient en tête avec 115%, suivi de Fana (91%) et le plus bas taux à Banamba.
- Activités en matière de santé de la reproduction : La qualité de l'offre des services reste un défi majeur. La faible demande en PF explique en partie les taux élevés de mortalité maternelle, néonatale et infanto-juvénile. La demande potentielle de la contraception à la dernière EDSMV de la région est de 9,6.
- L'état nutritionnel dans la région est alarmant : 11,2% des enfants de moins de 5 ans souffrent d'une malnutrition aiguë. (SMART 2015)
- Sur 39 804 enfants admis pour malnutrition aiguë 20 549 souffraient de la forme sévère. Le dépistage de la forme modérée a souffert en 2017 du manque d'intrants pour la prise en charge des cas modérés dans tous les districts excepté Nara de janvier à décembre.

Concernant la lutte contre le VIH/SIDA, la région dispose de 11 sites de prise en charge globale, 134 sites PTME et 45 centres de conseil/dépistage, 6 ONG de lutte contre le Sida, un Réseau régional des associations des PVVIH/Koulikoro et 4 associations fonctionnelles des Personnes vivant avec le VIH.

Il ressort de ce diagnostic, que les ratios personnel de santé / population dans la Région dans son ensemble ne sont pas meilleurs. Aussi, relativement aux normes OMS en particulier, les besoins en personnel de santé au niveau de la Région sont on ne peut plus importants. Avec un taux de croissance démographique de (4,7), le poids démographique de la population de la région va impacter négativement sur les ratios (médecins, infirmiers sage- femmes et infrastructures sanitaires). A l'horizon 2020, les besoins en matière de personnel de santé se présenteront comme indiqué ci-après.

Tableau : Besoin en personnel de santé

Région	Ratio en 2007	Besoins en 2015
Médecins	69	246
Sage-femme	40	164
Infirmiers	320	4922

Source étude PSDR.

- Scénario tendanciel du secteur santé

Les scénarios tendanciels concernant l'accès aux services de santé en rapport avec la croissance démographique a révélé des perspectives peu encourageantes:

- le ratio d'encadrement en médecin, en 2008, est de 1 médecin pour 43 184 habitants (normes OMS : 1 médecin pour 10 000 habitants, 23 professionnels de santé pour 10 000 hbts). Il est constaté un gap de 146 médecins. En 2030, selon les projections, la population sera de 5.510.756 habitants et impliquerait un besoin 551 médecins ;
- le ratio d'encadrement pour les infirmiers, en 2008, est de 1 infirmier d'Etat pour 43 184 habitants (normes OMS : 1 infirmier d'Etat pour 5000 habitants). Le gap est de 350 infirmiers d'Etat. En 2030, selon les projections, pour une population de 5.510.756 habitants le besoin en infirmiers d'Etat sera de 1102 infirmiers d'Etat.

Les ratios tendanciels de la région de Koulikoro montrent à suffisance que les différents GAP présentés sont les corolaires d'une croissance démographique forte qui elle-même est lié à un fort taux de natalité. Cet état de fait va engendrer dans la région des besoins croissant en médecins, infirmiers, sages-femmes, infrastructures

sanitaires et besoins financiers : prise en charge qui ne serait pas toujours facile par le gouvernement et les collectivités. En considérant cette hypothèse, nous dirons que la région de Koulikoro doit véritablement améliorer plusieurs indicateurs démographiques (fécondité, mortalité...) en vue de l'atteinte de la transition démographique pour la capture du dividende démographique.

1.3.2 Education et formation professionnelle

La région de Koulikoro compte 3 Académies à savoir Dioila, Kati et Koulikoro avec tous les ordres d'enseignements (le préscolaire, le fondamental, le secondaire et le supérieur). Elle a 13 lycées publics et 2 établissements techniques professionnels publics contre 200 lycées privés et 127 établissements techniques professionnels privés, elle a également 14 CAP. Aussi elle a 3 établissements d'enseignement normal Institut de Formation des Maîtres (IFM) de Nara, Kangaba et Kati. Nous avons également un Centre d'Apprentissage Féminin (CAFé) à Nara ; un Institut Polytechnique Rural, de Formations et de Recherches Appliquées à Katibougou (IPR/IFRA) avec 172 Professeurs pour 2500 Etudiants maliens et 10 autres nationalités. A cela s'ajoute une Université privée sise à Kati.

Malgré les évolutions positives dans le domaine de scolarisation, la couverture scolaire est encore loin des attentes au regard de la population scolarisable

- Le taux brut de scolarisation au premier cycle de l'enseignement fondamental est passé respectivement de 68,10% en 2015, 69,6% en 2016 ; 72,10% en 2017, 82,00% en 2018 et 85,30% en 2019.
- L'indice de parité fille/ garçon présente les valeurs suivantes ; 0,85% en 2015, 0,86% en 2016 ; 0,84% en 2017 et 0,87% en 2018 ;
- Le taux d'admission au premier cycle est passé de 59,6% en 2015, 62,7%, 68,70% en 2017, 65,1% en 2018 et 67% en 2018 ;
- Le ratio élève / maître en 2016 : 37 en 2015, 37 en 2016 ; 39 en 2017 ; 39 en 2018 et 37 en 2019.

Au regard des indicateurs cités ci-dessus, des efforts doivent se poursuivre pour porter l'indice de parité à 1 dans nos écoles. Aussi, pour améliorer le taux net de scolarisation et le taux d'achèvement cumulé au taux de maintien des élèves surtout des filles, des stratégies plus adaptées doivent être proposées dans les nouvelles orientations éducatives incluant les aspects de sécurité et de protection dans les zones affectées par la crise (Banamba).

Dans le domaine de l'emploi : on constate que la population en âge de travailler ou population active potentielle (PAP) de la région de Koulikoro est estimée à 5 661 382 individus en 2007, soit 46% de la population totale du pays. Elle est composée de 3 097 343 femmes et de 2 564 039 hommes soit respectivement 54,7% et 45,3% de la main d'œuvre potentielle. L'effectif de la population active occupée a atteint 4 696 448 individus en 1998

En milieu rural les actifs occupés représentent 86,3% de la population active potentielle, cette proportion s'établit à 13,7% dans le milieu urbain mais par contre renferme les parts de chômeurs les plus élevées soit respectivement 11,7% pour les actifs de (15-40) et 7,9% pour ceux de 41 ans et plus.

Près de 3 actifs occupés sur 4 n'ont aucun niveau d'instruction. La main d'œuvre occupée est largement dominée par les travailleurs illettrés. Une distinction nette apparaît entre les diplômés et les personnes non instruites ou moins instruites.

Plus de 43 % des actifs occupés ayant le niveau d'étude fondamentale 1 (7 années d'études) travaillent à leur propre compte comme indépendant dans le secteur informel. Toutefois, de plus en plus de diplômés titulaire de licence et plus pour s'insérer sur le marché du travail acceptent d'occuper des emplois en deçà de leurs qualifications. A titre d'illustration, 66,7% de ces diplômés du supérieur sont employés comme cadres moyens ou agents de maîtrise dans les entreprises.

Bien que la région de Koulikoro regorge d'opportunités entre autres : une politique régionale de l'emploi, la création et promotion de l'emploi et le renforcement des capacités techniques des jeunes et des femmes, plusieurs défis restent à relever.

Selon le scénario tendanciel pour l'éducation, en 2008, la Région de Koulikoro possède 6695 salles de classe et présente un déficit de l'ordre de 40%. En 2030, selon les projections, pour une population scolarisable d'environ 1.600.000 élèves, le besoin est évalué à 26.620 salles de classe (ratio de 60 élèves par classe).

La forte croissance démographique de la région qui est la résultante du taux de natalité élevé est le facteur qui va influencer l'atteinte des objectifs du secteur de l'éducation. En effet, si nous considérons l'hypothèse à « fécondité constante » soit 6,7 enfants par femme, les besoins en infrastructure scolaires, enseignants, ressources financières seront énormes. Bien que regorgeant de potentialités économiques les collectivités auront beaucoup de peine à la prise charge de ces besoins d'éducation. Sachant que l'éducation est un facteur important qui affecte sur plusieurs variables démographiques (fécondité, mortalité), les autorités compétentes doivent beaucoup accentuées leurs efforts sur la scolarisation de la petite fille, l'alphabétisation des femmes, qui sont des déterminants indirects pouvant influencer la fécondité et la mortalité. Nous noterons que la baisse de ces deux variables démographiques est un préalable pour l'atteinte de la transition démographique en vue de la capture du dividende démographique.

1.3.3 Genre et Autonomisation des femmes

A Koulikoro, les statistiques indiquent que le nombre de femmes représente 50,4% de la population de la région. Plus de 80% de la population féminine vit en milieu rural et travaillent dans toutes les filières de la production agricole, de l'élevage, de

la pêche et de l'exploitation forestière. Région à vocation agro-sylvo-pastorale, il va de soi que la contribution de la femme est essentielle dans le développement économique régional de Koulikoro.

Les femmes jouent un rôle de premier plan dans cette économie régionale où, en 2010, la population est majoritairement rurale et se contente d'une agriculture de subsistance. De la production à la commercialisation en passant par la transformation des produits agricoles, la femme est présente dans tout le processus.

A ces activités productives, s'ajoutent une longue liste de tâches ménagères quotidiennes : corvée d'eau, pilage et vannage des céréales, entretien de la maison et préparation des repas, etc. Pourtant, les femmes sont relativement peu représentées dans la gestion des affaires locales.

Le défi majeur concerne la réduction des disparités de genre en matière d'accès aux instances de décision, aux facteurs de productions Agricoles, et aux services sociaux de base, en particulier l'éducation :

- la réduction de la mortalité maternelle doit être une priorité
- la valorisation de la contribution de la femme, de ses connaissances et opinions peut considérablement améliorer le niveau de développement économique et social
- la prise en compte du poids de la tradition et des résistances sociales et culturelles propres à la Région est indispensable pour une plus forte implication des femmes dans la société.

L'amélioration des conditions de vie des femmes de la région de Koulikoro en vue d'une autonomisation totale passe par les variables suivantes : le rehaussement des taux d'achèvement et de scolarisation de la petite fille, l'alphabétisation des femmes, l'espacement des naissances, la réduction de la mortalité, conditions essentielles pour atteindre la transition démographique en vue de la capture du dividende démographique.

1.3.4 Mouvements de population : migration et contribution des migrants au développement de la région

Les données du RGPH 2009 montrent que la population de la région de Koulikoro est constituée de 17, 3% de migrants, qui la place au deuxième rang national après Bamako contre 8,02% en 1998

Deux types de migration interne ont été identifiés :

- L'exode rural temporaire des jeunes filles : sur la demande des parents en vue de leur permettre de préparer leur trousseau de mariage;
- L'exode saisonnier des jeunes hommes : durant la saison sèche et pluvieuse pour travailler comme ouvriers agricoles dans les zones éco-géographiques favorables au développement des cultures en toute saison.

La région de Koulikoro vient largement en tête avec plus de 92% d'immigrants ruraux notamment vers les pays d'Europe et certains pays d'Afrique. Elle est très accentuée dans certaines parties de la région : Kiban, Dougouwoulowoula, Toubacoro et Madina Sako (cercle de Banamba), Ouolodo (cercle de Kolokani) et le cercle de Nara.

L'étude des déterminants de la migration a révélé que les facteurs générateurs du phénomène migratoire sont la pauvreté, les déséquilibres créés par la pression démographique sur les ressources naturelles et les facteurs climatiques. La région de Koulikoro avec une incidence de 59% enregistre la proportion de pauvre la plus faible après Bamako. Les contraintes sont essentiellement, l'insuffisance d'aménagements hydro-agricoles, la difficulté d'accès aux crédits, l'ensablement du fleuve Niger, le problème d'emploi, etc. L'existence de quelques usines et les structures d'encadrement (CMDT, OHVN, OPIM) sont les atouts de la région. On peut émettre l'hypothèse que sa population émigre à Bamako pour les activités commerciales et l'accès au crédit surtout pour les populations soninké du cercle de Banamba. Les ménages pauvres sans terres migrent vers les régions de Ségou et de Sikasso à la recherche des terres exploitables. Région peu extractive, elle reçoit cependant ses voisins de Ségou et des migrants soninké de retour.

Fort de ce constat, les autorités administratives et politiques de la région devront initier des politiques et stratégies visant entre autres, une meilleure répartition des richesses, la création de pôles de développement secondaires et le renforcement des politiques de décentralisation.

Les migrations qu'elles soient internes ou-internationales dans la région de Koulikoro n'ont pas toujours été négatives. En effet, l'épargne et les flux financiers enregistrés dans certaines localités (Banamba, Touba...) ont amélioré les conditions de vie des populations par l'accès à l'eau potable, les infrastructures sanitaires, éducatives et l'autonomisation des femmes.

La bonne répartition de ces services sociaux de bases dans la région aura à coup sûr des répercussions sur plusieurs variables démographiques (fécondité, morbidité, mortalité....) qui sont les véritables déterminants pour l'atteinte de la transition démographique en vue de la capture du dividende démographique.

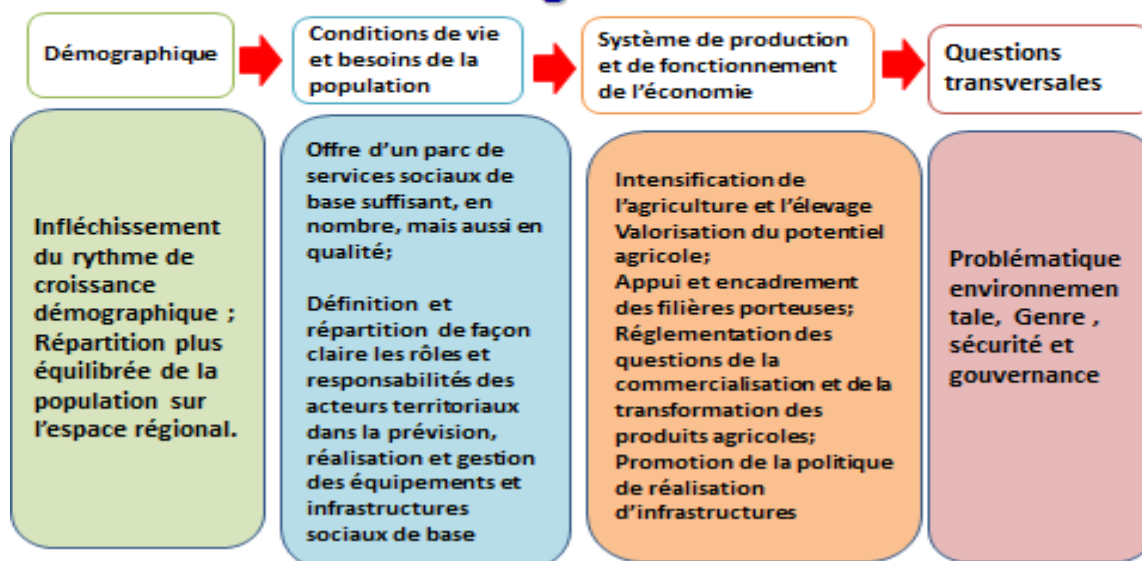
De l'analyse générale du diagnostic socio- économique de la région de Koulikoro quatre (4) problématiques se dégagent par rapport aux thèmes traités :

- La dimension démographique et sociale, qui constitue le soubassement des attitudes et comportements des populations vis-à-vis des grands enjeux de développement, et qui est fortement dépendante du substrat culturel ;
- l'effet Bamako et ses conséquences en termes de développement urbain en sont une illustration ;

- La dimension économique qui détermine la création de richesses et qui, à ce titre, est fondamentale dans la perspective de la lutte contre la pauvreté, et plus généralement dans l'amélioration des conditions de vie des populations ;
 - La dimension environnementale, qui est une problématique transversale, est perçue comme la capacité de répondre aux besoins des générations actuelles sans compromettre ceux des générations futures ;
 - La dimension institutionnelle, à travers les questions de décentralisation et de gouvernance locale, est liée aux politiques publiques initiées en vue d'une démocratie locale efficiente et d'une juste implication des populations dans la gestion des affaires de la cité.
- **Défis majeurs pour le développement de la région de Koulikoro**
 - Le défi démographique persiste malgré les programmes mis en place par le Gouvernement. Il est donc fondamental de parvenir à moyen terme à un infléchissement du rythme de croissance et une répartition plus équilibrée de la population ;
 - défis en termes d'amélioration des conditions de vie implique la résorption des déséquilibres spatiaux (services sociaux de base, emplois, actions publiques de développement, etc.). La tendance actuelle est telle que les disparités démographiques, en parallèle avec la constante augmentation de la population, engendrent une répartition des services publics de moins en moins exhaustive.
 - Défis lié à la création d'une synergie entre agriculture et élevage constitue un enjeu majeur d'autant plus que des risques de conflits entre paysans et transhumants sont réels du fait des problèmes liés à l'absence de délimitation des couloirs de passage du bétail et son corollaire la divagation des animaux dans les champs. La réussite de cette complémentarité entre ces deux activités et la valorisation de la pêche vont permettre d'améliorer les revenus des ruraux et de lutter contre la pauvreté ;
 - défis lié à la réduction des disparités de genre en matière d'accès aux instances de décision, aux facteurs de productions Agricoles, et aux services sociaux de base, en particulier l'éducation : i) la réduction de la mortalité maternelle doit être une priorité, ii) la valorisation de la contribution de la femme, de ses connaissances et opinions peut considérablement améliorer le niveau de développement économique et social, iii) La prise en compte du poids de la tradition et des résistances sociales et culturelles propres à la Région est indispensable pour une plus forte implication des femmes dans la société.

LES ENJEUX

les défis majeurs pour le développement régional :



II. Analyse de la prise en compte de la variable démographique dans les cadres stratégiques de développement régional

L'atteinte des objectifs de l'étude à savoir : « l'accélération de la transition démographique et la capture du dividende démographique » sur la base des spécificités et opportunités régionales (régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et Mopti) nous conduit à l'exploitation des documents suivants : le SRAT, le PSDR, le PDESC et la Stratégie Régionale de l'Emploi.

L'intégration des variables démographiques dans les cadres de développement peut se définir comme le processus technique d'endogénéisation des variables de population dans les modèles de planification. Elle permet surtout d'orienter les politiques de développement à la lumière de l'état et de la dynamique démographique. Elle vise donc à améliorer la qualité générale de la planification à travers la prise de décision fondée sur des faits tangibles relativement aux cibles et objectifs des programmes.

Avec l'avènement des politiques de population, le processus d'intégration est orienté sur la prise en compte des objectifs de la politique de population dans les projets et programmes de développement.

La population est considérée ici comme un domaine d'intervention. En effet, le domaine de population s'occupe des questions liées non seulement à la structure et à la dynamique démographique mais aussi et surtout à celles liées aux interrelations entre les variables démographiques et les autres variables du développement.

La démarche de planification orientée sur l'intégration des questions de population dans les projets et programmes de développement se présente comme une nouvelle approche de planification qui fait le lien entre population et développement, facteur indispensable pour le développement humain et durable aux niveaux national et régional.

Pour atteindre nos objectifs, l'outil SWOT (forces, faiblesses, opportunités et menaces) a été utilisé.

L'outil SWOT (forces, faiblesses, opportunités et menaces) est un outil d'analyse stratégique qui va être très utile pour d'écrire un positionnement par rapport à l'atteinte d'un objectif précis. Dans la présente étude l'objectif à atteindre est la transition démographique en vue de la capture du dividende démographique.

La matrice SWOT est un outil d'analyse stratégique permettant d'établir le diagnostic d'un plan, projet et programme. Cet outil synthétise les forces, les forces, les opportunités ainsi que les menaces.

2.1 Présentation des Programmes STRAT, PSDR, et PDESC

Le STRAT, PSDR et le PDESC sont des outils de planification élaborés au niveau régional (local) en vue de donner les grandes orientations stratégiques du développement local. Ces outils servent au processus de la planification opérationnelle. Bien que partageant les mêmes objectifs de planification, ils ne s'identifient pas se démarquent par plusieurs facteurs :

Le STRAT a une vision à long termes (20 ans) du développement et prend en compte tous les dimensions du développement (économiques, population...) et est multidimensionnel.

Le PSDR est un outil de planification opérationnel, à l'horizon de (10ans) et s'articule beaucoup sur les aspects économiques de la région.

Quant au PDESC, il est l'outil de planification et d'opérationnalisation du STRAT à court termes (5 ans). Ce programme ne s'attache pas beaucoup sur les interrelations population et développement. Aujourd'hui avec le renouveau de la planification, le PDESC a pris de nouvelles orientations à savoir : la prise en compte des OMD, des variables démographiques et du genre. Il est à noter qu'il existe une articulation entre ces trois outils de planification. Le PSDR et le PDESC sont les outils d'opérationnalisation du STRAT.

SWOT: *Strengths, weaknesses, opportunities, threats*

FFOM: *Forces, faiblesses, opportunités, menaces*

2.2 . Analyse de la prise en compte de la variable démographique dans les cadres stratégiques de développement (PSDR, STRAT et PDESC)

	Positif (pour atteindre l'objectif)	Négatif (pour atteindre l'objectif)
Interne	Forces : - Volonté politique affichée des autorités politiques et administratives - Gestion décentralisée de la santé et l'éducation - Disponibilité des statistiques - Existence d'une couche de population relativement jeune, - Existence d'activités économiques et sociales ; - existence d'infrastructures et moyens de communication - Participation du secteur privé dans les secteurs de l'éducation et de la santé - Existence des programmes d'actions régionaux de population - existence d'unités industrielles et des ateliers artisanaux divers, - existence d'infrastructures de services sociaux de base (santé, éducation, hydraulique, etc.) et de formation. - existence les marchés et foires : - existence de structures bancaires - Existence d'équipements marchands dans les centres importants ; - Enormes potentialités d'embauche dans le secteur primaire (zones agro pastorales diverses, arboriculture et reboisement) ;	Faiblesses - Insuffisance de valorisation des potentiels et opportunités de production (agricole, élevage, artisanale, etc.), - Insuffisance de financements pour le développement et l'équipement des collectivités - Insuffisance des capacités techniques, organisationnelles et institutionnelles des acteurs au développement - Insuffisance dans la mobilisation des ressources financières et dans le transfert de compétences - Insuffisance de collaboration et de partenariat sur les questions majeures de développement régional (partage des visions, portage stratégique - Insuffisance de prise en compte des variables démographiques dans les plans et programmes ; - Croissance démographique rapide ; - Pesanteurs socio- culturelles persistant

	- Présence de partenaires - Existence de tendances démographiques jusqu'à l'an 2024 aux niveaux rural, urbain ; milieu de résidence, par âge - Existence d'orientation sur les variables démographiques - Existence d'objectifs orientés sur la prise en compte des variables démographiques ; - Existence de stratégies orientées sur la prise en compte des variables démographiques	
Externe	Opportunités - proximité avec la capitale ; - possibilités d'échanges commerciaux avec la Guinée et la Mauritanie ; - la grande diversité ethnique et culturelle ; - le désenclavement intérieur et l'ouverture sur l'extérieur.	Menaces - Insécurité dans plusieurs zones de la région - Présence de groupes rebelles dans la forêt du Ouagadou - Réduction de financements des partenaires (Etat, PTF)

2.3 Principales leçons tirées de l'analyse SWOT

De l'analyse SWOT des documents stratégiques de développement régional (SRAT et PSDR en particulier), les constats suivants apparaissent :

- Le PSDR ne prend pas véritablement en compte la question du renforcement du capital humain (éducation, santé et emploi formation professionnelle)
- L'accès et l'utilisation des services sociaux de base (éducation, santé...) n'est pas pris en compte dans les stratégies de développement alors qu'ils constituent une des orientations stratégiques retenues (Accès aux services sociaux de base, à la formation professionnelle et à l'emploi) dans le PSDR,
- L'approche de l'intégration n'a pas été approfondie prenant en compte les rapports hommes-femmes dans la promotion de la santé maternelle, le dialogue entre parents et enfants au profit de la santé sexuelle et reproductive des jeunes ainsi que la nécessité de réduire les contraintes géographiques dans la prise en charge des grossesses en zones rurales. Dans le même sens, elle doit prendre en compte les aspects liés aux droits humains et à la culture en

particulier les violences faites aux femmes qui sont insuffisamment considérées dans la plupart des politiques sociales,

- La dynamique démographique et la structure de la population reste insuffisamment intégrée dans l'analyse et dans les orientations économiques.

2.2.4 Les acteurs régionaux dans le domaine de population & développement et leur rôle

Les acteurs publics, les acteurs de la société civile, les partenaires au développement et les populations sont les acteurs les plus importants impliqués dans les processus de planification stratégiques au niveau régional et local. Les acteurs du secteur privé participent peu à l'animation de ces cadres de développement.

2.2.1. Les acteurs publics :

Les services publics sont les principaux acteurs techniques qui appuient les acteurs régionaux dans la formulation, la mise en œuvre et le suivi – évaluation des politiques, stratégies et programmes de développement dans le contexte de décentralisation. Ces services publics restent toutefois insuffisamment dotés en ressources humaines, matérielles, financières suffisantes pour assurer leur mission d'accompagnement des collectivités territoriales dans leurs efforts de développement.

L'administration des collectivités (Région, Cercle, Commune) se caractérise également par une grande insuffisance (en nombre et en qualité) de ressources humaines qualifiées et de moyens pour la planification stratégique du développement.

2.2.2. Les ONG et les Partenaires au Développement

Les ONG nationales et internationales sont des acteurs majeurs qui assistent les collectivités territoriales dans leurs efforts de développement. Ils sont parfois très proches des communautés au profit desquelles ils mettent en œuvre des programmes de développement en particulier dans les secteurs sociaux de base (éducation, santé, développement social...). Ils appuient également des activités économiques dans les domaines de l'agriculture et des activités génératrices de revenus des populations vulnérables (femmes...)

2.2.3. Les autres acteurs

Parmi les autres acteurs, l'on trouve les chambres consulaires et les organisations professionnelles, qui si elles sont des bénéficiaires des actions de développement,

constituent, avec les partis politiques, des acteurs incontournables et des leviers importants de la chaîne de transmission planification – actions – résultats.

Aussi les acteurs religieux et chefferies traditionnelles constituent des acteurs importants compte tenu de leur grande influence pour le changement social et comportemental. En faveur des questions d'accès aux services de santé sexuelle et reproductive, la promotion d'égalités de sexes et de santé de la reproduction peut amplifier les interventions et produire plus de résultats en faveur de la santé de la mère de l'enfant et des adolescents.